

Sommaire :

Page 1- 2 : Tableau de la politique du gouvernement, ou la réaction sur toute la ligne.

Page 2 : Unité contre la «réforme» des «rythmes scolaires» !

Page 3-4 : La Bretagne c'est la France : le point le 23 novembre au soir.

Page 6 : Lecture : Gouverner au nom d'Allah, islamisation et soif de pouvoir dans le monde arabe

Page 7 : l'infamie

Page 6 : MILITANT.

Tableau de la politique du gouvernement, ou la réaction sur toute la ligne.

Le pire est atteint : **86% des embauches se font en CDD** (contrats à durée déterminée), selon les chiffres de l'Urssaf. Cela représente 20 millions de contrats, et, pire encore, **les deux tiers sont des CDD de moins d'un mois.**

Cette explosion s'est considérablement amplifiée, d'un coup, à la suite du vote de la loi sur «la sécurisation de l'emploi» promulguée le 14 juin dernier, qui reprenait les termes de l'accord passé entre MEDEF, CFTD et gouvernement. Ses propagandistes avaient pourtant dit qu'elle limiterait les contrats courts !

De même, *Le Monde* du 6 novembre nous apprend que depuis ce même vote, il y a eu **1017 «plans sociaux»**, expression qui, comme chacun sait, veut dire plans de licenciements collectifs de masse. A cette date, le plus gros d'entre eux n'était pas encore public : la faillite de Mory-Ducros, grosse entreprise de transports et de messagerie, menace 5000 emplois. Le mouvement breton a éclaté contre de tels plans, dans l'agro-alimentaire.

La généralisation de la précarité, le déchaînement des licenciements, **sont organisés conjointement** par le gouvernement et le patronat, le premier «accompagnant» le second dans les restructurations, ainsi que les Conseils régionaux. En Bretagne par exemple cela s'appelle «pacte d'avenir». Le ministère du «Redressement productif» du «socialiste de gauche» Montebourg est le ministère des licenciements.

Confronté au risque que le prolongement des débats parlementaires et l'existence d'un front syndical CGT-FSU-Solidaires-UNEF ne finissent, dans le contexte présent, par aboutir enfin à un vrai mouvement de défense des retraites, le gouvernement a décidé de **passer en force par un vote bloqué** le mardi 26 novembre et ordonne à la Préfecture de police de Paris de refuser le parcours initialement prévu pour la manifestation intersyndicale de ce jour, afin qu'elle approche le moins possible de l'Assemblée nationale. «*Le vote bloqué déshonore et discrédite le gouvernement et le président.*» - titrait le communiqué du Parti Socialiste sur les retraites...en septembre 2010 !

Dans le même temps est voté un budget d'austérité encore aggravée, et **le rapport Pécheur sur la Fonction publique**, remis au premier ministre, préconise la suppression d'un très grand nombre de corps professionnels de fonctionnaires, leur définition par un «niveau de fonction» et non par les diplômes obtenus, la gestion de tous les agents par les préfets, la mobilité forcée par l'invention de corps à cheval sur toutes les fonctions publiques, et l'institutionnalisation d'un «contrat social triennal» en guise de négociations. Dans l'Éducation nationale, **les «discussions sur le métier»** dans le second degré commencent par l'annonce de la mise en cause de toutes les mesures salariales existantes en raison du nombre et de l'effectif des classes, la perspective d'une annualisation des services, de leur gestion locale et de l'attribution aux enseignants de tâches sans rapports avec l'enseignement.

Au congrès des maires de France, on a découvert l'existence d'une ministre «de la réussite scolaire» nommée l'an dernier : Mme Pau-Langevin s'est illus-

trée par une déclaration donnant le pot-aux-roses de la «réforme des rythmes», qui n'a rien à voir avec le nombre de demi-journées de classe : c'est **«... l'occasion pour les élus de prendre en main l'éducation des enfants.»** Les «assouplissements» annoncés par le ministre ag-gravent encore la situation : hausse supplémentaire des normes minima d'encadrement pour les groupes d'enfants, et ponction des Caisse d'Allocation Familiales ...

Dans ce tableau, faut-il faire une place à l'épisode tragi-comique de la «mise à plat de la fiscalité» annoncée par J-M. Ayrault ? Oui, car il se trouve encore des journaux et des courants politiques pour s'imaginer ou faire croire qu'il y avait là l'amorce d'un tournant vers la gauche ! Alors qu'il s'agit **d'augmenter massivement les impôts indirects à commencer par la TVA le 1^{er} janvier prochain**, une mesure que Sarkozy n'était pas arrivé à prendre, et de fusionner CSG et impôt sur le revenu pour faire ensuite passer sous contrôle de l'Etat la part des salaires mise en commun dans les caisses de la Sécu, afin de le détourner vers n'importe quel usage (au choix : payer la «dette publique», financer l'armée ...).

La liste est bien entendu incomplète, mais il ne faut pas oublier la dernière : Michel Sapin a annoncé **la suppression des élections prud'homales !** Les juges prud'homaux seraient donc nommés par les préfets sur la base des «critères de représentativité» définis par le ministère du Travail d'après le recensement des votes dans les entreprises, conformément à la loi Sarkozy-Thibault-Chèrèque sur le «dialogue social» adoptée en 2008 ...

Deux questions ont reçu réponse.

Ce gouvernement est-il d'une façon ou d'une autre «notre gouvernement» ? En aucun cas. Ceci n'est pas une position politique spécifique : c'est le sentiment majoritaire et de plus en plus clairement exprimé de l'immense majorité de celles et de ceux qui ont voté pour chasser Sarkozy en 2012.

Doit-on et peut-on lui demander de changer de politique (ce qui n'est pas la même chose que de le faire céder en lui infligeant des défaites) ? Non. L'unité du monde du travail se cherche aujourd'hui contre ce gouvernement, et elle est donc porteuse de la question d'un gouvernement, d'un régime qui le représentent réellement.

Unité contre la «réforme» des «rythmes scolaires» !

Une étape sera le mardi 26, où, à nouveau, des manifestants s'opposeront à la retraite de fait à 70 ans, à l'appel de la CGT, de FO, de la FSU et de Solidaires. Il y a le sentiment que ceci est perdu d'avance, et pourtant ... Et pourtant, si, au lieu de se disperser dans des appels des uns, des autres, et des uns et des autres, à «faire barrage au racisme» ou à faire la «révolution fiscale», les forces s'étaient concentrées et unies contre cette loi, et avec les éléments de crise et d'hésitation au sein du groupe parlementaire PS, qui flanche, la victoire était possible. Mais la victoire sur les retraites aurait été une victoire contre Hollande et son gouvernement patronal, posant, béante, la question centrale d'un gouvernement qui nous représente réellement, qui soit fidèle à ce pour quoi Sarkozy a été chassé, qui entreprenne de répondre à l'urgence sociale sans considération pour le patronat, l'euro et la dette soi-disant «publique».

Le regroupement des forces qui s'opposent à cette politique réactionnaire sur toute la ligne est pourtant possible et nécessaire. Dans les écoles primaires, il y aura grève unitaire le mardi 5 décembre. Le SNUIPP-FSU, principal syndicat des écoles, appelle enfin, nationalement, à la grève pour *«la suspension et l'ouverture immédiate de discussions pour écrire un nouveau décret sur les rythmes scolaires.»* Comme on le voit, cet appel est rédigé par la direction du SNUIPP-FSU de façon à opposer la suspension ou la réécriture à l'abrogation du décret existant, et à sauver le soldat Peillon. Il n'en demeure pas moins que pour la quasi-totalité de ses syndiqués et pour la masse des personnels des écoles, suspension

veut dire abrogation et que c'est pour cela que la grève aura lieu partout le mardi 5 décembre, CGT, FO, SUD, FAEN y appelant également. Dans toutes les réunions du SNUIPP partout en France se déroule une discussion importante : devons-nous avoir froid aux yeux, devons-nous nous laisser intimider, devons-nous avoir peur parce qu'on nous dit qu'on va se retrouver avec des maires de droite, que nous «faisons le jeu du Front National», que nous sommes des méchants bonnets rouges pas propres sur eux dans un «climat délétère» ? Et, massivement, la réponse qui monte des écoles, des cours de récréation, avec les personnels territoriaux et avec la masse des parents, c'est que l'intérêt des enfants, si invoqués par la propagande pour «la réforme», exige, maintenant, qu'on en finisse. «Oui mais il ne faut pas revenir au statu quo», tel est le dernier barrage. Bien sûr que si, si l'on entend par statu quo la situation antérieure au décret Chatel-Sarkozy auquel la «réforme» Peillon est venu se combiner, rendant les heures de cours enlevées aux enfants et rétablissant les Réseaux d'aide (RASED).

Ce qui commence à se passer dans les écoles doit se passer dans tout le pays. Ainsi, il ne sera plus question de «climat délétère». L'extrême-droite ou son spectre seront liquidés si et seulement si, dans l'unité, la classe ouvrière, le monde du travail, la jeunesse, affrontent et battent ce président et ce gouvernement qui ont choisi, après des élections qui signifiaient le contraire, de taper sur le peuple et de l'affronter.

La Bretagne, c'est la France : le point le 23 novembre au soir.

Sans doute 10.000 manifestants au total, en étant très généreux (selon la presse locale : 3000 à Rennes, 1000 à 2500 à Lorient, 800 à 1500 à St-Brieux le matin, 3500 à Morlaix l'après-midi), cela incluant les responsables et permanents de toutes les confédérations venus du reste de la France, et les doubles comptes, la manifestation de Morlaix s'étant tenue l'après-midi et des cars ayant été affrétés pour y emmener des manifestants des autres villes. Dans un autre contexte, de telles manifestations intersyndicales régionales auraient pu être considérées comme respectables. En l'occurrence, chacun aura compris que réunir moins du tiers, voire moins du quart, que la méchante et maudite manifestation des «bonnets rouges» du 2 novembre dernier, cette manifestation censée s'être déroulée «avec les patrons», alors que patronat et syndicats s'y sont heurtés et que le seul discours écouté et applaudi fut celui de la déléguée FO de Doux appelant à l'interdiction des licenciements et à la nationalisation de l'agroalimentaire (1), chacun comprend donc que cette faible participation constitue un échec politique notable pour l'orientation sur laquelle on appelé les dirigeants syndicaux nationaux, avant tout Thierry Lepaon, CGT, et Laurent Berger, CFDT.

La manifestation de Lorient fut en effet le lieu choisi pour un main dans la main



ostensible de ces deux secrétaires confédéraux, celui qui avait refusé de signer l'ANI et de soutenir la retraite de facto à 70 ans, et celui qui les appuie de toutes ses forces. Cette réconciliation symbolique se fait donc sous l'étendard d'un «antifascisme» imaginaire devant la «menace des bonnets rouges», elle-même symbolisée par le maire régionaliste «Gauche alternative» de Carhaix au programme décentralisateur et réactionnaire, Christian Troadec, conspué dans la même manifestation de Lorient par un SO CGT qui, c'est nouveau tout de même, voit maintenant rouge devant la couleur rouge ! «Antifascisme» de défense du gouvernement contre les salariés et «unité» sur la ligne de Laurent Berger ?

Rappelons que le tract CGT-CFDT-CFTC-CGC-UNSA-FSU-Solidaires d'appel aux

manifestations en Bretagne de ce samedi 23 novembre mérite d'être connu, car il est accablant et gravissime. Loin d'appeler à s'opposer aux licenciements, il demande que les «mutations industrielles inévitables» soient «anticipées», que la «mobilité des salariés» soit «accompagnée» et «sécurisée», et il va jusqu'à appeler à la répression contre «la violence et le vandalisme», le tout pour écrire et signer un «volet social» dans le «pacte d'avenir pour la Bretagne». Pacte que les dirigeants syndicaux signataires veulent signer avec ... le MEDEF et la FNSEA, tout en insultant les travailleurs qui ont «défilé derrière les patrons» le 2 novembre. La boucle est bouclée ...

Mais bien entendu, comme c'est souvent le cas, les militants et travailleurs du rang sans lesquels ces manifesta-

tions déjà maigres n'auraient même pas été visibles, ne sont eux-mêmes pas venus pour ça. Les slogans poussifs dictés par la CFDT et repris par les sonos CGT tels que «pacte social», «partage du travail», n'avaient guère d'écho et les rangs ne s'échauffaient un peu que sur «chômage zéro», voire «interdiction des licenciements» qui pourtant n'était lancé par aucune des organisations signataires de l'appel commun. Une partie conséquente des manifestants se situaient d'ailleurs clairement en dehors du cadre de cet appel. C'était le cas, à Rennes, de FO, qui rappelait qu'une manifestation pour l'emploi avait été décidée en commun avec la CGT plus d'un mois avant cette date, et que depuis, un peu comme la FNSEA entreprenant de prendre en main le rassemblement du 2 novembre à Quimper, la CFDT avait fait signer son orientation à la CGT. «Non aux plans de licenciements», «300 euros pour tous tout de suite», «37,5 annuités de retraite», «suppressions de postes stop», tels étaient les mots d'ordre d'un bon tiers de la manifestation rennaise. A Lorient et Morlaix, les marins et la réparation navale CGT, qui ont décidé d'appeler aussi au rassemblement des «bonnets rouges» le samedi 30 à Carhaix, sont venus avec leur mot d'ordre «Non aux

licenciements», leur drapeaux CGT ... et leurs bonnets rouges (du coup le SO confédéral a dû calmer un peu sa tendance à faire la chasse aux rouges !).

L'opération de division menée depuis le 2 novembre échoue à mobiliser mais sème la confusion dans l'intérêt du gouvernement et du patronat, qui ne sont pas des adversaires ni mêmes des «partenaires» car ils ne font qu'un dans cette affaire. Après avoir, avec l'aide des médias, permis de défigurer la réalité de Quimper le 2 novembre, elle a facilité la colonisation du Comité pour la défense de l'emploi en Centre-Bretagne par la FNSEA avec la bienveillance de Christian Troadec, aboutissant à sa transformation en «Comité pour vivre, travailler et décider au pays» et au départ de FO. FNSEA, MEDEF, patronat local, régionalistes, d'une part, dirigeants des syndicats ayant appelé à la journée du 23 novembre, d'autre part, sont pourtant **tous ensemble dans la «concertation» sur le «pacte d'avenir» dont l'article un est l'inévitabilité proclamée des licenciements !**

Mais le mouvement ouvrier indépendant, qui était à Quimper, qui n'est pas avec les patrons ni avec le gouvernement, car on ne peut être que contre les deux ensemble, reste plus que ja-

mais une donnée essentielle de la situation régionale : il y a les unions départementales de la CGT-Force Ouvrière, il y a des secteurs tout à fait conséquents, potentiellement majoritaires, de la CGT dont les marins et la réparation navale, il y a une grande partie de la FSU, il y a le NPA et il y a bien des militants de toutes les organisations, qui s'interrogent devant cette division organisée, division qui, en accusant les travailleurs d'être les esclaves des patrons (pour reprendre les termes inoubliables, et qui ne seront jamais oubliées, de J-L. Mélenchon), fait en réalité tout son possible pour qu'il en soit ainsi.

Ne nous y trompons pas, la Bretagne c'est la France et cette opération a une portée nationale, en relation avec la campagne d'affolement sur le «climat délétère» et la «montée du racisme», campagne qui fait le silence sur les vraies agressions racistes organisées à l'échelle du pays depuis la place Beauvau (ministère de l'Intérieur). Les dirigeants CGT et CFDT ont fait la paire à Lorient en préambule à une rencontre officielle pour lutter contre ce fameux «populisme» qui menacerait le pays, lundi 25 novembre. Mais il ne sera pourtant pas facile, passé l'indispensable mais hélas insuffisante manifestation vers l'Assemblée nationale le mardi 26 pour défendre les retraites contre le gouvernement, de fermer la parenthèse et de mettre tout le monde au pas. Soyons clair : la réalité dans le pays, dans les villages, dans les banlieues, dans les usines, dans les écoles, et dans les organisations encore vivante à commencer par la CGT, va l'interdire.

(1)http://snfolc29.free.fr/IMG/pdf/journal_2013_11-bonnets-rouges.pdf



Gouverner au nom d'Allah

Islamisation et soif de pouvoir Dans le monde arabe

Livre de Boualem Sansal, Editions Gallimard, septembre 2013, 154 pages

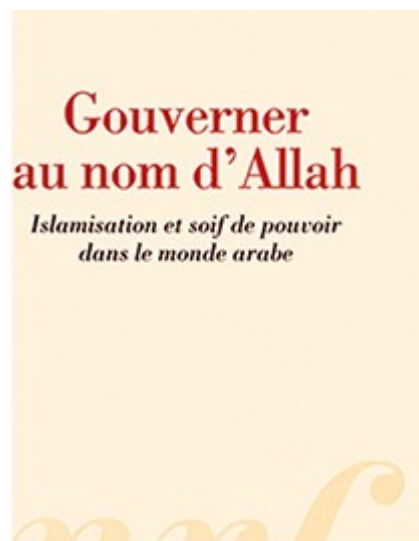
Mieux comprendre. Ce n'est pas un pamphlet contre l'islamisme politique, certains auteurs ont déjà beaucoup écrit dans ce domaine.

L'intérêt de ce livre écrit par une grande plume algérienne, c'est d'être très pédagogique et très clair. L'auteur ne confond pas du tout l'islamisme comme force diverse organisée et la religion en tant que telle.

Il nous entraîne sur la voie de la connaissance en nous présentant les différents courants, leurs variantes et aussi leurs « schismes ». Si le livre n'est pas un document érudit, il constitue une œuvre sérieuse et complète.

Ces partis marginaux qui sont apparus dans les pays arabes et bien au-delà sont arrivés au pouvoir par surprise, surfant sur la crise et la corruption...C'est ensuite, après, lorsqu'ils accèdent au pouvoir qu'ils relèvent au grand public leur dangerosité.

Si un schisme « colossal » se pro-



duit au sein du monde musulman entre la pensée de ceux qui adoptent les valeurs universels et celle qui recherche la reproduction des valeurs islamiques de « l'âge d'or »
« Aucune ne semble pouvoir produire une pensée entièrement nouvelle, indépendante et des voies occidentales et des voies islamiques ».

Cette incapacité actuelle conjuguée à la politique des grandes puissances occidentales qui avec une vue courte favorisent tel ou tel courant **conduit** au développement de l'islamisme radical.

Celui-ci est dirigé en premier contre les musulmans qui veulent vivre tranquillement leur foi et s'affranchir des diktats des intégristes . Comme disait Einstein « La vie, c'est comme une bicyclette, il faut avancer pour ne pas perdre l'équilibre ».

Le retard actuel et le retour en arrière du point de vue social et politique de beaucoup de pays musulmans n'est pas une fatalité. Le réveil n'est possible que si clairement est abandonnée la « guerre des civilisations » et le jeu mortifère de nombreux gouvernements occidentaux et notamment américains. L'absence d'une politique d'intégration républicaine et laïque en France renforce le poids de l'obscurantisme et du communautarisme . Le retard qui a été pris ces dernières années doit être rattrapé au plus vite sinon la ghettoïsation et l'exclusion sociale vont rejeter les populations les plus pauvres dans les bras des intégristes.

Jean-François Chalot

L'infamie.

Les agressions racistes dont est victime Christiane Taubira ne sont ni des épiphénomènes, ni des archaïsmes d'une vieille droite folklorique et impuissante. Il s'agit là d'une stratégie politique calculée: diviser, créer un climat délétère, construire un bouc-émissaire, **ethnicher la question sociale**. Cette stratégie vise évidemment à la prise du pouvoir.

Alors, on peut s'interroger. La France est-elle devenue raciste ? Est-elle en voie de fascisation rampante ? Les unes après les autres, les enquêtes d'opinion nous montrent la forces des préjugés: les français considèrent que les roms ne s'intègrent pas, l'image de l'islam est négative, les mariages mixtes sont en recul, l'antisémitisme se développe. En même temps, la diversité est mieux acceptée dans les institutions. La législation réprime de plus en plus durement les discriminations, le racisme et l'antisémitisme. Peut-on parler d'un décalage croissant entre un pays frileux, ravagé par la crise et des élites favorables aux minorités ? Les boucs émissaires stigmatisés (roms, musulmans, noirs, homosexuels) seraient jetés en pâture au bon peuple par une extrême-droite avide de gouverner. Mais on ne peut en rester aux clichés. Même s'ils contiennent une part de vérité. La situation est mouvante et évolutive. Depuis trente ans, les inégalités se sont creusées. Le chômage de masse a connu un développement exponentiel. Les services publics ont déserté le terrain. L'école est devenue une machine à exclure et l'urbanisme rejette les pauvres à la grande périphérie. Ces reculs ont engendré des réflexes communautaires. On s'est replié sur ses origines, son territoire, ses traditions, sa religion.

On assiste aujourd'hui à une conjonction entre l'idéologie raciste de l'extrême-droite et le conservatisme anti-républicain de la hiérarchie catholique. Hiérarchie qui

n'a jamais accepté la révolution française et qui a gardé le silence sur les actes homophobes récents. Fidèle en cela au propos du pape Bergoglio pour qui le mariage homosexuel est «l'œuvre du diable» ! Cette conjonction constitue **le noyau dur** de la recomposition de la droite. Noyau prêt à en découdre assisté en cela par les groupes identitaires se réclamant ouvertement du fascisme et de la... tradition catholique.

Le rouleau compresseur libéral est prêt désormais à se passer des formes élémentaires de la démocratie. Les élus devront être au service de la technocratie bancaire. L'extrême-droite et ses troupes organiseront éventuellement la chasse à l'homme. De ce point de vue, la Grèce constitue un sinistre laboratoire. La lutte des classes dépouille la 5^e République de ses quelques oripeaux démocratiques. Elle met à nu toutes les contradictions et le cynisme de la caste au service de l'oligarchie. **Les partis attachés à l'ordre dominant (UMP, FN, PS) ont intérêt à ethnicher la société française et à jouer sur les tensions communautaires**. Ils remplacent la lutte des classes par les conflits ethniques. La France ne serait plus qu'une mosaïque de communautés en concurrence de visibilité. Et le tour est joué!... croient-ils.

Mais la vieille taupe réapparaît toujours. Là où on ne l'attendait pas.

C. L.

Parce qu'il n'y aura pas de solution durable dans un cadre national, Militant se bat pour le regroupement de toutes les forces révolutionnaires. Militant est membre du Réseau International des Travailleurs afin de jeter les bases du combat contre le capitalisme et l'impérialisme.



Militant est une publication rédigée par des acteurs du mouvement social qui veulent armer la gauche d'un programme révolutionnaire.

Militant se prononce pour la rupture avec les institutions actuelles, le dépassement du capitalisme et l'avènement d'une société socialiste autogérée.

L'objectif de ce site est de fournir à un public que nous souhaitons le plus populaire possible (mais la fracture numérique est loin d'être résorbée) des informations essentielles sur les luttes sociales, des analyses des mesures le concernant et des arguments contre la droite et pour un changement social radical.

Les partisans de Militant sont des travailleurs ordinaires, des jeunes, des mal-logés et des ouvriers sans-papiers. Certains des rédacteurs de Militant ont des responsabilités syndicales (CGT, CFDT, FO, FSU), sont des élus municipaux (PCF, PG, Alternative citoyenne), ont des responsabilités politiques (PS, PCF) ou sont des animateurs d'associations.

Militant est partenaire avec *La revue Commune*, le collectif les Damnés de la Terre et la Gauche Communiste du PCF du Comité pour la 5^e Internationale.



Pour tout contact sur ses activités : com5inter@gmail.com

<http://com5inter.blogspot.com/>

Rien ne changera si on reste isolé. Rejoignez MILITANT !

Militant appelle au regroupement de tous ceux et de toutes celles qui n'en peuvent plus de cette société, qui veulent réarmer la gauche d'un projet révolutionnaire.

- Je deviens correspondant-diffuseur de Militant et je verse 20 € pour ma première cotisation .
- je m'abonne pour six mois au prix de 60 euros
- je m'abonne pour un an au prix de 120 euros

Chèque à l'ordre de "Militant"

Nom : Prénom :

Adresse :

Mèl : téléphone :

Renvoyer à : Militant, 18 rue Victor Massé, 75009 Paris.

